

Le fil rouge

Le journal des communistes — janvier 2013



**Novillars,
le Florange comtois ?
Lire page 2**

Assez !

La finance et le grand patronat sont à l'offensive, comme jamais.

Ils exigent la baisse du « coût du travail », ce qui signifie baisse des salaires, des retraites et réduction de la protection sociale.

Ils veulent une réforme du code du travail afin de licencier plus librement.

Ils rêvent de supprimer le contrat à durée indéterminée (CDI) afin que la précarité devienne la règle. Laurence Parisot, présidente du syndicat des grands patrons a osé déclarer : l'amour est précaire, c'est normal que la vie le soit aussi !

La Droite s'apitoie sur le sort des riches amis de Sarkozy qui s'exilent pour échapper à l'impôt. Les pauvres ! Mais que font-ils de leur immense fortune ? Comment est-il possible qu'on puisse gagner plus de 1000 fois le SMIC ?

Les smicards, les 5 millions de chômeurs, les jeunes qui galèrent, les 8 millions de français qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, les femmes à qui on impose un travail à temps partiel pour des salaires de misère n'émeuvent personne. Ils sont pauvres, ils ne comptent pas !

Quelle société ! Quelle indécence !

Les propositions du Front de Gauche sont plus que jamais d'actualité :

- mettre au pas la finance avec la création d'un pôle public financier qui investisse dans la production au lieu de spéculer
- augmenter le pouvoir d'achat et développer l'investissement public pour relancer l'économie,
- interdire les licenciements boursiers,
- donner aux travailleurs un véritable pouvoir dans l'entreprise...

Le gouvernement déçoit, terriblement !

Devant la finance et les directives de l'Europe libérale, il capitule en rase campagne, sans combattre.

Son plan d'austérité nous conduit droit dans le mur. À ce plan succèdera un autre plan. L'échec est inévitable !

L'austérité réduit l'activité économique. C'est moins de pouvoir d'achat, moins de rentrée fiscale, plus de chômeurs à indemniser et au final, plus de dette.

En Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, après plusieurs plans d'austérité, les déficits et la dette publique n'ont fait que s'aggraver. La misère aussi.

En même temps, les inégalités s'accroissent. Une toute petite minorité (moins de 1%) continue de s'enrichir de manière indécente.

Le peuple doit se mobiliser. Cessons de subir !



INVITATION

FÊTE CULTURELLE DU PCF

— 30H DU LIVRE —

VENDREDI 25 & SAMEDI 26 JANVIER
SALLE BATTANT - BESANÇON

— PROJECTION DU FILM —

« AU NOM DU MAIRE » D'ISABELLE INGOLD

— EXPO / DIAPORAMA —

LE DROIT À LA VILLE (AFFICHES)

— DÉBAT & TABLE RONDE —

POUR UNE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

VENTE DE LIVRE - BAR & RESTAURATION

VENDREDI SOIR COUSCOUS (10 € SUR RÉSERVATION)

Inscription au repas au PCF 59 rue des Flûttes Agasses
25000 Besançon • tel : 03 81 88 78 83
mail : pcf.doubs@wanadoo.fr • site : pcf25.over-blog.com

NOVILLARS, LE FLORANGE FRANCO-COMTOIS ?

À l'arrêt depuis juin, la papeterie devait reprendre son activité en septembre, promis, juré. Fin décembre, les 70 employés étaient toujours sans travail.

Le cartonier Belge SOENEN qui a racheté la papeterie en 2009 a ruiné sciemment la papeterie. Une cartonnerie belge dont il est propriétaire a acheté le papier produit à Novillars 40 euros par tonne en dessous du prix du marché. Perte annuelle pour Novillars : près de 1,4 millions d'euros.

Non content de vampiriser notre papeterie, ce patron s'est octroyé personnellement 45000 euros d'escompte, s'est gratifié fin 2011 d'une remise de 583000 euros, sans compter les 50000 euros qui partaient chaque mois en Suisse dans une autre de ses sociétés pour se rémunérer.

Puis, n'ayant plus rien à racler, il a décidé d'abandonner Novillars.

Et maintenant, les banques !

Les difficultés de la papeterie sont clairement identifiées. Elle a été victime d'un patron qui n'avait qu'un objectif, faire le maximum de fric jusqu'à ce que l'entreprise coule. À ses yeux, la papeterie n'était qu'un Kleenex !

Un repreneur est prêt à mettre 2,5 millions d'euros sur la table.

L'État et les collectivités territoriales

le soutiennent. La communauté d'agglomération de Besançon, le Département et la Région amènent 1 million. Il manque 2,8 millions. Six banques sont sollicitées pour ce prêt : elles disent non. Alors qu'Oséo, une structure de l'État, et la Région assuraient ce prêt à hauteur de 58 % !

Une fois de plus, les banques ne font pas leur travail. L'investissement productif, ça rapporte moins que la spéculation. Le fric, encore le fric ! C'est pourquoi le Front de Gauche veut la création d'un pôle public financier dont la tâche serait de financer les entreprises, notamment les PME.

L'État doit faire pression sur les banques

Quand les banques sont en difficulté, l'État les renfloue avec nos impôts. Il doit exiger qu'elles renvoient l'ascenseur ! L'État dispose de moyens pour contraindre les banques, encore faut-il qu'existe une volonté politique.

Un projet écologique

Derrière cette reprise, se dessine un autre projet autrement plus important : une centrale biomasse qui coûterait 60



millions et emploierait 200 personnes. Un bon investissement qui a reçu un avis favorable des pouvoirs publics et des collectivités locales ! Un nouveau type de production d'énergie qui utiliserait les déchets de bois, une technologie que les spécialistes jugent d'avenir et très innovante. Ce projet garantit le maintien des 70 emplois de la Papeterie, la création de 25 emplois sur le site, de 100 emplois dans la filière bois, une production propre d'électricité, l'absence de production de CO2, le chauffage de bâtiments publics (immeubles HLM, Hôpital psychiatrique...)

Ce projet écologique résume à lui seul ce qu'il faut faire pour préparer l'avenir.

Ce projet se heurte à la loi du fric !

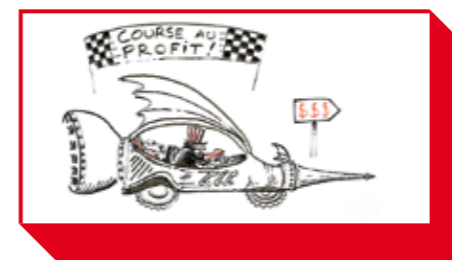
Ne pas se laisser faire

Les syndicalistes de la papeterie, la municipalité ont multiplié les démarches, sans succès pour l'instant. Il est sans doute temps de changer de braquet dans la mesure où les promesses n'ont pas été tenues. Il est temps d'organiser une large mobilisation pour la sauvegarde de la papeterie.

COMMENT EN SORTIR ?

«En période de crise, tout le monde doit faire des efforts». Cette formule est rabâchée par la plupart des hommes politiques et des médias. Les efforts, c'est à dire l'austérité, sont-ils la solution pour sortir de la crise ?

La Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Italie et l'Espagne nous donnent une première réponse. Les plans d'austérité qui se succèdent et les baisses de pouvoir d'achat ont détruit tous les ressorts de l'activité économique. Le chômage connaît une hausse sans précédent, les recettes fiscales se réduisent comme peu de chagrin, les déficits et la dette explosent.



L'exemple de la Grèce

Le système de santé qui passait pour un des plus efficaces s'effondre, on ne soigne plus les cancers dans certaines villes. La retraite a été repoussée à 67 ans, les salaires et les retraites ont fortement diminué. Même les toutes petites retraites (360€) ont été taxées de 30€. On ne peut plus acheter de livres dans les écoles...

Sous tutelle de la «troïka» (Banque Centrale Européenne, commission européenne, FMI), la Grèce en est à son 9ème plan d'austérité. À l'issue de chaque plan, le chômage et la dette se sont accrus. Le dernier en date (novembre) impose au gouvernement grec 18 milliards de réduction de dépense contre la promesse d'une aide européenne de 31,5 milliards.

Ça ne servira à rien, sinon à détruire un peu plus l'économie grecque. Mais ce n'est pas perdu pour tout le monde. Certaines banques se gavent des intérêts toujours plus élevés que doit verser la Grèce pendant que la misère s'installe. Au final, les banques qui ont prêté à la Grèce percevront des intérêts bien supérieurs au montant des sommes empruntées !

Pour l'Europe aussi, c'est une catastrophe. Le total des aides versées est beaucoup plus élevé que la dette grecque au début de la crise. Il aurait coûté moins cher à l'Europe d'effacer la dette grecque il y a 3 ans ! Que de sacrifices auraient été épargnés pour le peuple grecque !

La France ne doit pas reprendre les mêmes recettes !

Le Front de Gauche propose de relancer l'économie en développant l'investissement public, en permettant aux petites et moyennes entreprises d'obtenir des prêts à faibles taux d'intérêt. Il faut pour cela maîtriser les banques par la création d'un pôle public financier.

Le Front de Gauche veut réorienter l'économie par la prise en compte des solutions écologiques qui sont créatrices d'emplois.

Le Front de Gauche veut une autre répartition des richesses. Pendant que la majorité des français s'appauvrit, une minorité (1%) croule sous l'argent et devient de plus en plus riche. Une réforme fiscale est nécessaire pour plus de justice. Il faut plafonner les hauts salaires et augmenter les petits et moyens salaires de même que les petites retraites.

En période de crise, tout le monde doit faire des efforts, entend-on ici et là

Et bien non !

- Pas les Smicards qui seront augmentés de 3 centimes de l'heure au 1^{er} janvier,

- Pas les allocataires du RSA à qui on annonce + 10%... en 5 ans.

- Pas les chômeurs, de plus en plus nombreux et de moins en moins indemnisés.

- Pas les retraités ponctionnés d'un supplément de CSG.

- Pas les salariés du secteur privé à qui le MEDEF tente de faire accepter des contrats emplois-salaires, un marché de dupes où le salarié accepte une baisse de salaire pour une prétendue sauvegarde de l'emploi.

- Pas les salariés du secteur public qui après avoir subi la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) du précédent gouvernement devraient se résigner à la MAP (maîtrise de l'action publique), changement de nom pour la continuité.

CHERCHEZ L'ERREUR...

- **Pacte de compétitivité (aides aux entreprises sans contre-partie): 20 milliards.**
- **Pacte de solidarité (aide aux pauvres): 2,5 milliards.**

• **POUR LES PATRONS DU CAC 40, ÇA ROULE !** Ils sont 14 à avoir encaissé en 2011 plus de 4,5 millions d'euros par an, soit 240 SMIC. Certains font beaucoup mieux : Bernard Arnault, patron de LVMH : 10 millions ; Carlos Ghon, patron de Renault : 13,3 millions.

• **POUR LES «PAUVRES», ÇA RAME !** Ils sont 8 millions à avoir vécu en dessous du seuil officiel de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 964 € par mois. **Aucun rapport entre les deux statistiques ? Allons donc !**

Licenciements

On connaît Arcelor-Mittal et PSA. Voici Alcatel-Lucent qui est aussi une très grosse entreprise.

• **2006 : fusion d'Alcatel avec l'américain Lucent.**

• **Depuis, orientation privilégiée vers le marché américain des télécoms**

• **En Europe, on retire les commerciaux, on enlève la recherche, on licencie, non sans avoir ramassé au passage les aides publiques, via Oséo et le crédit impôt recherche (25 millions € perçus en 2011 sans contre-partie).**

Bilan : 5 plans de licenciements en 6 ans. Dernier en date : 1 500 suppressions d'emplois.

L'austérité, c'est pas pour tout le monde !

En 2011, les cotisations sociales patronales représentaient 145 Milliards d'euros, pendant que les dividendes versés aux actionnaires et les frais financiers versés aux banques atteignaient 309 Milliards d'euros.

Pourtant, le patronat ne cesse de se plaindre sur «le coût du travail», jamais sur le coût du capital : comme c'est bizarre !

Oui mais, nous dira-t-on, il faut bien qu'il y ait du profit pour qu'il y ait de l'investissement ! Sauf que, depuis 2003, les dividendes sont toujours supérieurs à l'investissement... Depuis 1981, ils ont été multipliés par 20 quand la masse salariale était multipliée par 3,6.

Si on partageait «l'oseille» !

LA PAPETERIE DE NOVILLARS, C'EST :

- Avant tout une entreprise viable et rentable
- 70 emplois directs et bien d'autres induits.
- 250 Tonnes de papier et carton recyclés chaque jour.
- 235 Tonnes de papier produites chaque jour.
- Le recyclage de 97 % de l'eau utilisée pour la production
- Une logique écologique pour l'énergie : passage du fioul au gaz en 2010, puis d'ici 2 ans et demi, si la papeterie survit, une chaufferie Biomasse.

L'EXEMPLE DE LA PAPETERIE DE NOVILLARS ILLUSTRE CE QUE DÉNONCE ET PROPOSE LE FRONT DE GAUCHE :

- > **La lutte contre les patrons voyous et les mesures qu'il convient de prendre à leur encontre, y compris par-delà les frontières.**
- > **Le renforcement des pouvoirs des salariés au sein des entreprises.**
- > **La limitation des rémunérations à un maximum de 360 000 € par an. Les sommes largement supérieures que s'est généreusement octroyé l'ancien patron ont contribué à «plomber» la situation financière de l'entreprise.**
- > **La création d'un pôle public financier destiné à prêter à des taux raisonnables aux entreprises qui investissent dans la production.**
- > **Une démarche d'aménagement du territoire, tenant compte des impératifs sociaux et écologique qui se substituera à la logique capitaliste du profit immédiat.**

LES IMPÔTS LOCAUX VONT-ILS AUGMENTER ?

Le Fil Rouge a posé 3 questions à **Christophe Lime**, adjoint communiste au maire de Besançon, membre du Conseil d'Agglomération du Grand Besançon



Le Fil Rouge: les collectivités locales, de gauche comme de droite, se plaignent d'être asphyxiées...

Christophe Lime: En effet et ça ne date pas d'aujourd'hui. Depuis des années, l'État transfère des activités dont il avait la charge vers les collectivités locales (communes, départements, régions). Le problème, c'est que les finances ne suivent pas.

Le gouvernement Fillon-Sarkozy a bloqué les dotations de l'État aux collectivités locales. Du fait de l'inflation, cela revenait à les diminuer. Et le gouvernement PS-Verts fait pire, les dotations vont baisser au delà de l'inflation dès 2013 (moins 1,3 Millions d'euros). Après les municipales de 2014, il compte réduire les dotations de 5% par an.

Dès 1997, la taxe professionnelle versée par les entreprises aux collectivités locales a diminué. En 2011, elle a été totalement supprimée par Sarkozy. C'est un coup très dur pour les communes.

Le Fil Rouge: les collectivités locales vont-elles pouvoir s'en sortir ?

Christophe Lime: Cela va être d'autant plus difficile que cela s'accompagne d'une montée en charge des obligations des collectivités. Ainsi, elles doivent effectuer de gros travaux pour se mettre aux nouvelles normes fixées par l'État. Celles-

ci sont légitimes, mais elles coûtent cher. Je veux parler des nouvelles normes de sécurité (incendie par exemple), de l'accès de tous les bâtiments publics aux handicapés, du respect de l'environnement...

Les collectivités locales doivent aussi faire face aux nouvelles demandes de la population: augmentation du nombre de places en crèche, aide ou accueil des personnes âgées dépendantes, accès à la culture...

Le Fil Rouge: les collectivités vont-elles réduire leurs dépenses ou augmenter les impôts ?

Christophe Lime: probablement les deux et c'est catastrophique.

La hausse des impôts locaux devient insupportable pour de nombreuses familles, sans que cette hausse ne parvienne réellement à tirer d'affaire les collectivités. Les collectivités locales vont devoir supprimer des emplois. Cette politique participe à la récession et à la montée du chômage: les ménages achètent moins, les collectivités investissent moins et elles suppriment des emplois.

En fait, cette situation est la conséquence des politiques d'austérité décidées par le gouvernement Sarkozy et aggravées par le gouvernement Hollande. Les communistes et le Front de Gauche condamnent cette politique qui nous conduit dans le mur.

Le Front de Gauche est-il dans l'opposition ?

Les parlementaires du Front de Gauche n'ont pas voté certains projets du gouvernement: Sécurité Sociale, budget... Alors, que se passe-t-il entre le Front de Gauche et le gouvernement ?

1. Le Front de gauche a fait gagner la gauche en 2012. Il fallait chasser la droite et sa politique anti-sociale.

2. Lorsque la politique du gouvernement actuel est dans la continuité de ce qu'a fait la droite pendant 10 ans, on résiste, on s'y oppose. C'est ce qui se passe en ce moment.

3. Dans quel but ? Faire changer de cap la majorité socialiste-verte qui gouverne, afin qu'elle réussisse le changement attendu par les électeurs. Nous n'avons rien à voir avec la Droite qui, elle, souhaite l'échec du gouvernement pour revenir au pouvoir et mener des politiques encore plus dures. Le Front de Gauche, lui, veut que la gauche réussisse. Il approuve ce qui est positif et combat ce qui ne va pas dans le bon sens.

Il serait prêt à participer à un gouvernement avec les Socialistes et les Verts pour faire une politique qui mettrait la finance au pas et qui relancerait l'économie en développant le pouvoir d'achat et l'investissement public. Mais pour faire une politique d'austérité, c'est non !



Palestine: admise à l'ONU comme État observateur !

Un pas important vient d'être franchi vers la reconnaissance d'un État Palestinien.

Le parti communiste Français s'associe à la joie des Palestiniens. Il approuve pleinement l'attitude de la France qui a voté en faveur de cette admission.

Les mobilisations engagées depuis des mois en France et dans le monde ont contribué à cette avancée.

Le droit international doit être respecté. Aujourd'hui, les Palestiniens vivent dans une prison à ciel ouvert ! Ils ont légitimement le droit d'avoir un État indépendant. La paix dans cette région du monde et la sécurité d'Israël en dépendent pour une très large part.

La poursuite de la colonisation de la Palestine par l'État israélien est un obstacle à la paix. L'admission de la

Palestine comme État observateur à l'ONU change la donne. Comment la communauté internationale pourrait-elle accepter qu'un État soit colonisé par un autre État ?

Il faut que des sanctions à l'encontre d'Israël soient décidées pour contraindre son gouvernement à stopper la colonisation et à respecter les résolutions de l'ONU.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, UN PARTI LIBRE POUR CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE

Nom: adresse: Je verse ...€ pour la souscription (chèque à ADF PCF)
Prénom: Je décide d'être membre du PCF
téléphone: email: Je désire être informé(e) des initiatives du PCF



PCF, 59 rue des Flûtes Agasses, 25000 Besançon • tel: 03 81 88 78 83 • fax: 03 81 53 37 48 • mail: pcf.doubs@wanadoo.fr • site: pcf25.over-blog.com